

ÉDITORIAL

L'EUROPE : NI MIROIR NI "PÂTÉ"

À l'heure où nous bouclons cette édition, le quatrième Congrès européen des étudiants bat son plein. Liège et son université auront donc été, une semaine durant, le modèle réduit de cette Europe dont chacun rappelle, sur des tons divers, qu'elle reste à construire au-delà même et parfois en dépit des formes institutionnelles qui l'expriment et la font exister.

Ariane Hermans, porte-parole de ce congrès, en rappelle ici même, dans une carte blanche, l'esprit et les enjeux (voir page 7) tandis que le recteur Arthur Bodson, dans l'interview qu'il nous a accordée (voir en pages 4 et 5), souligne avec force que l'université – plus largement l'espace universitaire de la Communauté française de Belgique – devra se mettre au grand diapason de l'Europe et en dégager les moyens, si elle entend, à l'approche du XXI^e siècle, remplir la plus fondamentale de ses missions : former non seulement des savants, des experts et des professionnels du savoir, mais aussi des citoyens.

Il faut saluer, parce qu'elle témoigne d'une vive conscience démocratique, l'initiative courageuse prise par les organisateurs du Congrès d'avoir invité à la barre des conférences à la fois de grands acteurs engagés dans la construction européenne et de grands témoins des difficultés que traverse, quand elle ne les soulève pas, cette construction.

Antoinette Spaak, Karel van Miert et Edith Cresson, d'une part, ont remis en lumière cette évidence, si forte qu'elle en devient parfois aveuglante, que l'Europe n'est pas une technostucture figée, mais un espace de mobilité et de solidarité, dont les étudiants ne sont pas seulement les bénéficiaires, mais aussi à leur façon, en y voyageant, les maîtres d'œuvre. De cette Europe-là, nous sommes tous, en

Klaus Hänsch, président du Parlement Européen, et Bernard Cassen, directeur général du *Monde diplomatique*, ont de leur côté développé un discours sans complaisance. Pour l'un, il faut retrouver, au-delà des débats crispés sur l'Union monétaire et les critères de convergence de Maastricht, l'esprit même qui a mis en branle le processus de construction européenne : la nécessaire coalition des démocraties contre la tentation, toujours active, des nationalismes et la volonté commune d'affronter les grands problèmes de société qui ignorent les frontières, qu'il s'agisse de la criminalité internationale, du terrorisme, de la sécurité, de la santé publique ou encore, aujourd'hui, des réseaux pédophiles. Pour l'autre, il faut que les responsables politiques de l'Union européenne prennent la mesure des risques de blocage qu'entraîne une gestion purement économique de l'espace européen, laissant de côté ou reportant *sine die* les défis sociaux et culturels que l'Acte unique, déjà, avait laissés en veilleuse. La politique agricole commune, les programmes Léonardo et Socrates, la politique de l'environnement ne sont, asséna-t-il, qu'« une goutte d'eau dans l'océan, un pâté d'alouettes ». Et d'appeler à la création d'un espace public européen, fondé sur une vraie participation des citoyens et sur une solidarité des esprits et des économistes.

La leçon du Congrès est peut-être, au fond, celle-ci : l'Europe ne doit être ni un miroir aux alouettes ni, pour reprendre la forte expression de Bernard Cassen, un "pâté d'alouettes". L'idéal doit en passer par l'épreuve de la réalité (sans quoi, l'idée européenne restera tout inchoative : pur effet de discours) et cette réalité en prise sur les vrais enjeux doit triompher des réalités immédiates qui garrotent l'action de fond et la réflexion à long terme. L'université, l'enseignement en général, parce qu'ils forment les cadres et les citoyens de l'Europe de demain, ont sur ce point, qui en embrasse tant d'autres, un rôle essentiel à jouer.